

Cazaubon : Le non unanime à la fermeture de la Trésorerie



Cazaubon : Le non unanime à la fermeture de la Trésorerie

Lundi soir, lors du conseil municipal, le maire Jean-Michel Augré a rappelé à l'assemblée toutes les démarches entreprises afin de maintenir la Trésorerie à Cazaubon, puis il a informé les élus que la Direction générale des Finances publiques du Gers a annoncé à l'ensemble des maires du secteur concerné, la fermeture des services de la Trésorerie de Cazaubon prévue pour le 31 décembre prochain. Le maire a précisé :

« Les communes, les syndicats, et l'Intercommunalité du territoire seront fortement démunis si la décision aboutit à la disparition de la Trésorerie. Avec ses quatre agents en poste, elle assure pour les habitants, les élus et les agents territoriaux, un réel service de qualité et de proximité en termes d'accueil du public, de traitement des multiples redevances, de gestion des régies financières, de suivi des écritures budgétaires...

La disparition de la Trésorerie de Cazaubon va à l'encontre du nécessaire maintien des services publics en milieu rural qui constitue un enjeu particulièrement majeur pour le territoire classé en Zone de revitalisation rurale (ZRR).

La Trésorerie de Nogaro qui remplacerait celle de Cazaubon est à plus de 23 km et l'éloignement occasionné provoquerait une évidente augmentation des distances à parcourir pour le dépôt des régies notamment et par conséquent, une perte de temps considérable pour les agents, des risques aggravés pour le transport des fonds et un accroissement des frais de missions pour les collectivités territoriales. »

Le maire a ensuite rappelé que le maintien de la Trésorerie de Cazaubon est en cohérence avec la montée en puissance du Service des eaux du territoire de l'Armagnac (SETA) et de l'Office du Tourisme et du Thermalisme du Grand Armagnac. Puis il a rappelé que le secteur concerné compte 4 700 habitants répartis sur 14 communes :

« Il y a de nombreuses personnes âgées, et de plus en plus de personnes qui connaissent des difficultés financières et qui ne procèdent ni au règlement par prélèvement automatique, ni par TIP. Il est important de permettre à ces personnes de se rendre au guichet pour y déposer leur règlement par chèque ou espèces ou négocier des échéanciers, ce qui relève aujourd'hui plus qu'hier encore, d'un enjeu sociétal. »

À la suite de son intervention, le maire a proposé à l'assemblée de signer une motion qui s'oppose à la fermeture de la Trésorerie, et qui demande de ne pas mettre à exécution cette décision qui porterait un lourd préjudice au service public en milieu rural, classé à revitaliser, ainsi que le maintien de cette Trésorerie avec ses moyens humains et matériels. La motion a été approuvée à l'unanimité.